

CURRICULUM VITAE

Jean-Pierre BOUCHUT  
né le 20 avril 1954 à Saint-Etienne (Loire)

Marié, trois enfants  
Nationalité française.

Magistrat administratif honoraire.

Distinction honorifique :  
Chevalier dans l'ordre national du Mérite.

Carrière :

Retraité depuis novembre 2021 :  
Membre du comité de déontologie et d'éthique de la Métropole européenne de Lille ;  
Affecté en qualité de magistrat honoraire à la cour administrative d'appel de Douai ;  
Vacataire occasionnel à l'Université de Lille : droit matériel et institutionnel de l'environnement depuis septembre 2021 (étudiants en master 2 de droit public, parcours ICEU) ;  
président de conseils de discipline de la fonction publique territoriale depuis septembre 2022.

Septembre 2019 – novembre 2021 :  
Affecté à la cour administrative d'appel de Douai (rapporteur à la 1ère chambre)

Août 2013 - août 2019 :  
Directeur juridique à la Société du Grand Paris

Novembre 2012 - août 2013 :  
Affecté au tribunal administratif de Lille (rapporteur à la 1ère chambre)

Janvier 2005 - octobre 2012 :  
Directeur des affaires juridiques et de la commande publique à Voies navigables de France.  
Délégué pour la défense et la sécurité pour l'établissement.

Janvier - décembre 2004 :  
Sous-directeur du littoral et des activités nautiques à la direction du transport maritime, des ports et du littoral (ministère de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer); administrateur de l'IFREMER et du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, membre du comité stratégique du CEDRE, responsable national de Polmar-Terre ;

Septembre 2001 - décembre 2003 :  
Adjoint au sous-directeur des affaires juridiques à la direction des affaires financières et de l'administration générale, (ministère de l'équipement, du logement, des transports, du tourisme et de la mer)

Octobre 1996 - septembre 2001 :  
- Rapporteur au tribunal administratif de Lyon (rapporteur à la 5ème chambre) ;  
- Commissaire du Gouvernement entre septembre 1997 et août 1998

Avril 1996 : nommé et titularisé dans le grade de conseiller de tribunal administratif et de cour administrative d'appel. Stage au Conseil d'Etat jusqu'en septembre 1996.

Septembre 1989 - mars 1996 :

Attaché d'administration centrale puis attaché principal au 1<sup>er</sup> janvier 1992

Détaché dans les services du Premier ministre (secrétariat général du Gouvernement)

- adjoint au chef de la mission d'organisation des services du Premier ministre

- puis chargé de mission adjoint

Août 1987 - août 1989 :

Attaché d'administration centrale du ministère de l'intérieur.

Adjoint au chef du bureau des structures territoriales à la direction générale des collectivités locales

Novembre 1986 - juillet 1987 :

Direction départementale de l'équipement de la Loire.

Ingénieur contractuel, chargé de mission auprès du directeur départemental

Novembre 1984 - octobre 1986 :

Stagiaire du cycle préparatoire au concours interne d'entrée à l'ENA.

Mai 1978 - octobre 1984 :

Direction départementale de l'équipement de la Loire.

Ingénieur contractuel, chargé d'études d'urbanisme puis chargé de mission au groupe d'études et de programmation

Septembre 1977 - avril 1978 :

Direction départementale de l'équipement de l'Ain.

Ingénieur contractuel à l'arrondissement opérationnel

#### Autres activités :

Professeur principal en techniques juridiques de l'ingénieur à l'Ecole nationale des travaux publics de l'Etat entre septembre 1997 et septembre 2001.

#### Publications :

- La modernisation de la gestion des voies navigables, mars 2009, Annales de la voirie, n° 133.

- Le service public des bases de données juridiques, article publié dans la revue « Actualité juridique - droit administratif », avril 1998, p. 291.

- Les bases de données juridiques de l'Etat et le droit de la concurrence, article publié dans la Gazette du palais, janvier 1994-1, p. 90.

- La conciliation des règles de la concurrence et du droit public dans l'exploitation des gisements de données publiques, article publié dans la Revue française d'administration publique, octobre décembre 1994, n° 72, p. 631.